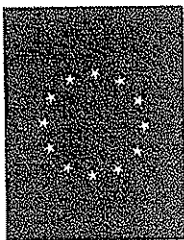




■ **COMUNIDAD DE TRABAJO DE LOS PIRINEOS**
■ **COMMUNAUTÉ DE TRAVAIL DES PYRÉNÉES**
■ **COMUNITAT DE TREBALL DELS PIRINEUS**
■ **PIRINIOETAKO LAN ELKARTEA**

**Contribution de la Communauté de Travail des Pyrénées
au Livre Vert sur la cohésion territoriale**



Torre del Reloj * 22700 Jaca (España)
Telf. (34) 974 36 31 00 * Fax (34) 974 35 52 29 * E-mail: info@ctp.org * www.ctp.org

La Communauté de Travail des Pyrénées, association de Régions créée en 1983 et dont le siège est situé à Jaca (Aragon - Espagne), a pour but de renforcer la coopération interrégionale. Son action est essentiellement politique et vise à défendre les intérêts de nos territoires auprès des Institutions nationales et communautaires.

Elle comprend huit membres - la Région Aquitaine, la Région Midi-Pyrénées, la Région Languedoc-Roussillon, la Principauté d'Andorre, la Communauté Autonome d'Aragon, la Communauté Autonome de Catalogne, la Communauté Autonome d'Euskadi et la Communauté Forale de Navarre - et a pour objet la recherche de solutions coordonnées en faveur de ses habitants et le développement des programmes favorisant la coopération transfrontalière, spécialement dans les domaines suivants : transports et voies de communication, recherche et développement des nouvelles technologies, formation, culture, patrimoine et développement linguistique, jeunesse, sports, agriculture, économie de la forêt et de la montagne, tourisme, développement durable.

Les objectifs de la Communauté de Travail des Pyrénées sont :

- améliorer la qualité de vie de nos concitoyens en élargissant l'offre de transports,
- renforcer l'intégration transfrontalière,
- développer les complémentarités en matière économique pour les entreprises et les jeunes en formation,
- constituer une zone d'échanges au Sud de l'Europe capable de compter face aux pôles économiques du Nord,
- privilégier l'innovation, la recherche et la coopération inter-universitaire,
- mettre en valeur nos territoires riches d'histoire et notamment notre patrimoine culturel et développer un tourisme durable.

La Communauté de Travail des Pyrénées a créé en 2005 le Consorcio, organisme de droit public espagnol qui, par sa personnalité juridique, lui permet de lancer des appels de fonds, d'obtenir des aides économiques, d'être autorité de gestion sur le massif pyrénéen et, par-là même, de gérer directement le programme européen de coopération territoriale entre la France, l'Espagne et l'Andorre (INTERREG IV 2007-2013).

Ainsi 168 millions d'euros du Feder ont été délégués au Consorcio par l'Union Européenne au titre du programme INTERREG IV sur la période 2007 à 2013. Seul regroupement de Régions ayant obtenu la gestion de fonds de manière autonome en Europe, le Consorcio est un véritable outil donnant à la Communauté de Travail des Pyrénées une dimension européenne.

A ce titre, la Communauté de Travail des Pyrénées affirme la nécessité d'inclure la cohésion territoriale dans le domaine des politiques européennes. La particularité géographique du territoire de la Communauté de Travail des Pyrénées, et spécialement ses vastes espaces de montagne, confirme l'importance d'une plus grande cohérence territoriale à l'échelle européenne.

Au-delà de cette approche transversale, la Communauté de Travail des Pyrénées affirme également la nécessité d'une approche de la cohésion territoriale spécifique aux territoires de montagne, de surcroît renforcée lorsque ces barrières naturelles correspondent également à des frontières étatiques et donc à des freins administratifs, réglementaires et linguistiques.

En effet :

> La question de la perméabilité du massif reste une priorité de la Communauté de Travail des Pyrénées comme cela est rappelé chaque année par ses huit Présidents dans leur déclaration commune. Les barrières géographique et physique que constitue le massif des Pyrénées rendent le transport difficile et nécessitent des mesures spécifiques. Cette priorité doit toutefois tenir compte des politiques environnementales proposées par l'Union Européenne, notamment en matière de réduction des gaz à effet de serre et de biodiversité.

> La fracture numérique entre les zones ayant une capacité d'accès plus ou moins grandes aux services de la société de l'information est un facteur qui souligne les différences entre les territoires et qui s'accroîtra dans un futur immédiat. Les différences de revenus et de qualité de vie entre les personnes s'en trouveront inévitablement affectées. La difficulté à se connecter aux régions les plus dynamiques et les plus avancées d'Europe est sans doute un autre facteur déterminant. Ces deux facteurs constituent un frein à la compétitivité dans d'importantes zones géographiques de l'Union Européenne.

Ces déséquilibres devront être corrigés afin d'améliorer la compétitivité de ces territoires. Les voies transeuropéennes de transport et de communication, d'énergie, de technologie de l'information et de centres de recherche-développement et innovation sont celles qui permettront à l'ensemble des régions de l'Union Européenne d'avancer de manière équilibrée et d'atteindre ainsi l'objectif de compétitivité exprimé à Lisbonne.

> La Stratégie de Lisbonne cherche à stimuler le développement économique et la création d'emploi en pariant sur l'innovation. Or, dans les zones de montagne des Pyrénées, l'innovation dépend en grande partie du dynamisme et de l'attraction des petites entreprises (très souvent dédiées au tourisme ou à la gestion de ressources naturelles) dont les caractéristiques particulières ne correspondent pas aux critères des politiques dérivées de la Stratégie de Lisbonne.

La cohésion territoriale doit donc prendre en compte la spécificité de l'économie de montagne, le rôle crucial des services d'intérêt général, des partenariats public-privé et le dépassement des surcoûts économiques et sociaux dans ces territoires à handicap naturel.

> Les conclusions du rapport ESPON démontrent que l'impact territorial de la Politique Agricole Commune et de la politique de développement rural va à l'encontre de l'objectif européen de cohésion. La révision de la PAC doit favoriser le développement d'une production durable et garantir la qualité et la sécurité alimentaire, contribuant au renforcement du développement rural des Pyrénées.

> La cohésion territoriale peut appuyer les mesures destinées à réduire l'impact du changement climatique qui affectera sérieusement et encore plus directement certaines zones géographiques particulières telles que les massifs montagneux et notamment les Pyrénées (stations de ski, inondations, incendies forestiers, disparition d'espèces animales et végétales, remise en cause du rôle joué par les Pyrénées pour l'approvisionnement en eau de nombreuses régions limitrophes).

> La cohésion doit être affirmée et renforcée à l'échelle territoriale des massifs montagneux dans leur ensemble afin de prendre en compte les spécificités de ces territoires et répondre ainsi aux enjeux particuliers auxquels ils font face notamment en termes de potentiel économique, de fragilité environnementale, d'accessibilité et de nécessité du maintien de l'agriculture et du pastoralisme.

1. Définition de la cohésion territoriale

La Communauté de Travail des Pyrénées :

> reçoit avec satisfaction l'initiative de faire de la cohésion territoriale une politique formelle de l'Union Européenne. Elle appuie cette initiative en insistant sur le fait que le concept de cohésion territoriale implique :

- la définition d'un espace territorial cohérent, associant différents espaces aux caractéristiques géographiques, économiques, sociales et culturelles communes, et qui constituent un champ d'action pertinent pour l'action publique, tel que les territoires regroupés au sein de la Communauté de Travail des Pyrénées ;
- la coopération horizontale et verticale, notamment la stimulation de la coopération transfrontalière, élément fondamental pour avancer dans une Europe unie et une Europe des citoyens au sein de laquelle les frontières intérieures ne sont pas une difficulté ;
- la place des régions et des regroupements cohérents de régions dans la définition des politiques européennes et leurs impacts sur les territoires ;
- la solidarité entre les régions, condition minimale de la qualité de vie de tous les territoires, indépendamment du lieu de résidence ;
- l'exploitation maximale des caractéristiques inhérentes à chaque territoire ;
- un modèle de développement basé sur le polycentrisme, ce qui implique un réseau de villes coopérant entre elles, évitant les concentrations excessives et renforçant les relations ville-campagne.

> souligne cependant les contradictions entre les différents défis se présentant aux régions et/ou aux différents secteurs d'activité économiques afin que la cohésion territoriale ne reste pas un concept abstrait (contradictions entre création d'emploi dans des métropoles compétitives et investissements en zones rurales ; entre la protection de l'environnement et des projets ferroviaires sans cesse repoussés...)

> estime que la cohésion territoriale est un objectif visant à construire un territoire fluide et solidaire et renvoie non pas à un territoire aménagé de façon uniforme mais plutôt à un territoire diversifié, disposant d'aménagements adaptés à ses spécificités et donc supportant des variations de densité et d'équipements. La construction de réseaux de solidarité et de coopération permettent de croiser les politiques et les acteurs du territoire.

> considère que la définition de la cohésion territoriale doit intégrer l'objectif d'un accès équitable et suivant des prestations comparables, pour chaque Européen, aux services de base dans les secteurs éducatifs, sanitaires et sociaux, au développement économique et à l'environnement, indépendamment de son lieu de résidence. Ceci afin que le facteur territorial n'empêche pas d'atteindre une qualité de vie équivalente dans toutes les parties du territoire européen.

2. Ampleur et portée de l'action territoriale

La Communauté de Travail des Pyrénées :

> demande à la Commission de stimuler et faciliter la mise en place de stratégies territoriales aux échelles les plus appropriées pour le développement territorial durable. Ces échelles peuvent être multiples : zones métropolitaines, réseaux de villes régionales, zones de montagne, régions dépeuplées... Ces stratégies doivent servir à analyser l'impact des politiques actuelles et à stimuler de nouvelles politiques européennes, régionales et locales.

> soutient les mesures politiques particulières concernant les zones à caractéristiques géographiques spécifiques, notamment les zones de montagne, et s'associe pleinement à la décision de la Commission européenne, suite à la proposition de l'Association Européenne des élus de Montagne, de publier un Livre vert consacré aux politiques en zones de montagne.

> soutient les projets innovants et transversaux via notamment les Programmes d'initiative communautaire qui encouragent localement des démarches d'expérimentation d'innovations qui ne rencontreraient pas nécessairement l'appui des politiques nationales ou régionales. La Communauté de Travail des Pyrénées regrette notamment que le programme Leader soit désormais intégré dans les programmes nationaux de développement rural, limitant ainsi les possibilités pour les territoires de proposer des projets originaux et transversaux.

> encourage l'élaboration de programmes de coopération à géométrie variable entre régions européennes afin de faire face à des enjeux spécifiques tout en insistant sur la nécessité de considérer les impacts territoriaux de l'ensemble des politiques sectorielles de l'Union Européenne.

> rappelle que la notion de concentration urbaine excessive aborde la problématique de développement équilibré du territoire. En effet, dans une logique de développement durable, la volonté de concilier attractivité des territoires et biodiversité et la nécessité de développer les transports en commun et plus généralement les services et équipements collectifs, vont dans le sens de la concentration des activités humaines. Toutefois, cette notion nécessiterait des approfondissements pour mieux identifier les différents niveaux d'enjeux (seuil et échelle de concentration, notion de développement équilibré du territoire...)

> défend l'évolution des services publics vers des services d'intérêt général en les adaptant aux territoires concernés. Il est donc nécessaire d'identifier localement les enjeux de ces évolutions et favoriser les échanges d'expériences.

3. Amélioration de la coopération

La Communauté de Travail des Pyrénées :

> estime que si les programmes proposés par l'Union Européenne concernent les Massifs, l'organisation des politiques nationales ou régionales de cofinancement des projets est parfois complexe. Pour assurer l'efficacité des politiques européennes, il convient d'optimiser l'ingénierie financière du montage de projets et donc d'inciter les partenaires à adopter une approche plus transversale et territoriale.

> estime que la coopération transfrontalière peut apporter une expérience précieuse en matière de gouvernance de la coopération, et qu'à ce titre, le Consorcio de la Communauté de Travail des Pyrénées constitue une référence européenne unique de gestion partenariale d'un programme européen. Cette expérience démontre que les regroupements de régions peuvent être responsables de la coopération.

4. Amélioration de la coordination

La Communauté de Travail des Pyrénées :

> estime que la culture de l'action publique doit évoluer. Les politiques territoriales recoupent différentes thématiques et se différencient des politiques sectorielles par leurs méthodes (démarches contractuelles, partenariales et ascendantes). Un travail sur le partage de ces méthodes de travail entre responsables de politiques sectorielles et territoriales et une analyse approfondie de la diversité des acteurs concernés permettraient d'améliorer les réponses apportées. Une meilleure connaissance des particularités des territoires voisins et un travail approfondi autour de la gouvernance renforcerait la cohérence des politiques territoriales.

> insiste sur le fait que la Commission Européenne et les Régions devront assumer un rôle décisif pour promouvoir la coordination horizontale et verticale.

5. Nouveaux partenaires territoriaux

La Communauté de Travail des Pyrénées :

> soutient la participation de nouveaux acteurs afin de faciliter l'appropriation des politiques publiques notamment au travers de démarche d'ateliers citoyens.

> estime nécessaire le renforcement des partenariats entre les zones rurales, et en particulier de montagne, et les agglomérations urbaines afin de définir ensemble les stratégies de développement territorial dans une perspective de développement durable.

> considère que le Consorcio, comme d'autres structures juridiques telles que le Groupement Européen de Coopération Territoriale, promu par la Commission européenne, constitue un outil et un mode de gouvernance particulièrement adéquat dans le domaine de la coopération. En ce sens, l'Union européenne devrait encourager et développer la constitution d'entités juridiques de ce type et reconnaître leur contribution en matière de cohésion territoriale à travers l'attribution d'aides financières spécifiques aux structures de cette nature mises en place avec l'objectif de renforcer la cohésion territoriale sur un espace géographique pertinent.

6. Amélioration de la compréhension territoriale

La Communauté de Travail des Pyrénées :

> demande à la Commission Européenne de définir des indicateurs pertinents et adaptés aux problématiques socioéconomiques spécifiques des zones de montagne.

> souhaite disposer d'indicateurs complémentaires aux seuls PIB et taux de chômage.

> propose la mise en place d'indicateurs qualitatifs mesurant la qualité de vie d'un territoire à partir du niveau de lien social, de l'accès aux services publics (santé, éducation, transports, communication...), de la participation ou non à l'activité publique, du temps de déplacement, du degré d'innovation du territoire..., indispensables à une meilleure compréhension territoriale.

> rappelle qu'en lien avec les indicateurs permettant d'identifier une insuffisance de cohésion territoriale, il existe des caractéristiques géographiques qui l'accentuent : les territoires de montagne, les zones frontalières et les faibles densités de population. Les zones de montagnes peuvent être mesurées suivant des critères d'altitude et de dénivellation ; les frontières par leur localisation ; le dépeuplement et la répartition par des indicateurs mesurés en unité de superficie en complément de ceux donnés au regard du nombre d'habitant (PIB/km², répartition de la population en fonction de la densité démographique, structure par tranche d'âge de la population...)

> propose de disposer de nouveaux indicateurs qui valorisent l'apport de chaque territoire au patrimoine européen des zones protégées, compte tenu des différentes qualifications. Dans ce cas, la superficie protégée par habitant serait un indicateur statistique possible.

> indique que pour identifier les déséquilibres territoriaux, il est nécessaire de porter l'analyse statistique au niveau des NUTS-3, dans la mesure où les NUTS-2 masquent les déséquilibres interrégionaux.

> suggère que la Commission Européenne institutionnalise l'exécution des études d'impact territorial de ses politiques sectorielles afin de favoriser l'adaptation des politiques en cours d'élaboration à la réalité territoriale (Incidences de la distribution des fonds, difficultés de mise en application, rapport entre politiques nationales et locales...)

Conclusion

La Communauté de Travail des Pyrénées :

- > demande à la Commission Européenne que le concept de cohésion territoriale soit entendu dans un sens large, en respectant la diversité des différents territoires, dans l'objectif d'offrir aux citoyens une égalité d'accès aux services et de possibilités de développement économique.
- > appuie la demande du Comité des Régions de produire, à l'issue de la période de consultation un Livre Blanc précisant la notion et les objectifs de cohésion territoriale à l'échelle de l'Union Européenne.
- > est favorable à l'idée de poursuivre après 2013 une politique régionale et de cohésion nécessitant un cadre financier ambitieux pour la période 2014-2020.
- > suggère de renforcer la cohésion territoriale en mobilisant les organismes de coopération transfrontalière (regroupant un ensemble de NUTS II d'un même espace géographique), tels que les Eurorégions et les Communautés de Travail, en leur attribuant la gestion de programmes européens.
- > se positionne pour l'élaboration d'un programme interrégional pour le Massif des Pyrénées réunissant les deux versants français et espagnols dans un seul et même programme.
- > demande enfin que les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de cette politique de cohésion territoriale soient mobilisés au sein du budget communautaire de manière à garantir son efficacité notamment auprès des populations du massif des Pyrénées.

Montpellier, le 27 FEV. 2009

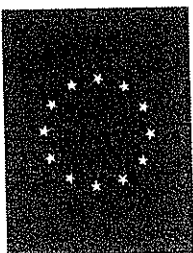
Georges FRÈCHE

Président de la
Communauté de Travail des Pyrénées



■ COMUNIDAD DE TRABAJO DE LOS PIRINEOS
■ COMMUNAUTÉ DE TRAVAIL DES PYRÉNÉES
■ COMUNITAT DE TREBALL DELS PIRINEUS
■ PIRINIOETAKO LAN ELKARTEA

**Contribución de la Comunidad de Trabajo de los Pirineos
al Libro Verde sobre cohesión territorial**



Torre del Reloj * 22700 Jaca (España)
Telf. (34) 974 36 31 00 * Fax (34) 974 35 52 29 * E-mail: info@ctp.org * www.ctp.org

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos, asociación de Regiones creada en 1983, cuya sede social se encuentra en Jaca (Aragón – España), tiene como objetivo reforzar la cooperación interregional. Su actividad es esencialmente política y su objetivo es la defensa de los intereses de nuestros territorios ante las instituciones nacionales y comunitarias.

Está formada por ocho socios – la Región Aquitaine, la Región Midi-Pyrénées, la Región Languedoc-Roussillon, el Principado de Andorra, la Comunidad Autónoma de Aragón, la Comunidad Autónoma de Cataluña, la Comunidad Autónoma de Euskadi y la Comunidad Foral de Navarra – y tiene como objetivo la búsqueda de soluciones coordinadas a favor de sus habitantes y del desarrollo de los programas que favorezcan la cooperación transfronteriza, especialmente en los ámbitos siguientes: transportes y vías de comunicación, investigación y desarrollo de nuevas tecnologías, formación, cultura, patrimonio y normalización lingüística, juventud, deportes, agricultura, economía del bosque y de la montaña, turismo y desarrollo sostenible.

Los objetivos de la Comunidad de Trabajo de los Pirineos son:

- la mejora de la calidad de vida de nuestros conciudadanos, ampliando la oferta de transportes,
- el fortalecimiento de la integración transfronteriza,
- el desarrollo de las complementariedades en materia económica para las empresas y los jóvenes en formación,
- la constitución de una zona de intercambios importante en el Sur de Europa frente a los polos económicos del Norte,
- favorecer la innovación, la investigación y la cooperación interuniversitaria,
- la valorización de nuestros territorios ricos en historia y principalmente nuestro patrimonio cultural y el desarrollo de un turismo sostenible.

En 2005, la Comunidad de Trabajo de los Pirineos creó el Consorcio, organismo de derecho público español que, por su personalidad jurídica, le permite solicitar fondos, obtener ayudas económicas, ser autoridad de gestión en la cordillera pirenaica y, a través de aquí, gestionar directamente el programa europeo de cooperación territorial entre Francia, España y Andorra (INTERREG IV 2007-2013).

De esta forma, han sido delegados al Consorcio 168 millones de euros del Feder por la Unión Europea en concepto del programa INTERREG IV en el período 2007 al 2013. Siendo la única asociación de Regiones que ha obtenido la gestión de fondos de manera autónoma en Europa, el Consorcio es una auténtica herramienta que da a la Comunidad de Trabajo de los Pirineos una dimensión europea.

Por este motivo, la Comunidad de Trabajo de los Pirineos confirma la necesidad de incluir la cohesión territorial en el ámbito de políticas europeas. La particularidad geográfica del territorio de la Comunidad de Trabajo de los Pirineos, y especialmente sus amplias zonas montañosas, confirma la importancia de una más grande coherencia territorial a escala europea.

Más allá de este enfoque transversal, la Comunidad de Trabajo de los Pirineos confirma también la necesidad de un enfoque de la cohesión territorial específica de territorios de montaña, reforzada además cuando barreras naturales corresponden también con fronteras estatales y, por tanto, con frenos administrativos, reglamentarios y lingüísticos.

En efecto:

> La permeabilidad de la cordillera constituye una prioridad de la Comunidad de Trabajo de los Pirineos como así es recordado cada año por sus ocho Presidentes en su declaración conjunta. Las barreras geográficas y físicas que constituyen la cordillera de los Pirineos dificultan el transporte y esto obliga a tomar medidas concretas. No obstante, esta prioridad debe tener en cuenta políticas medioambientales propuestas por la Unión Europea, principalmente en materia de reducción de gas de efecto invernadero y de biodiversidad.

> La rotura digital entre las zonas con una capacidad de acceso más o menos grande a los servicios de la sociedad de la información es un factor que destaca las diferencias entre los territorios y que se acentuará en un futuro inmediato. Las diferencias de ingresos y de calidad de vida entre las personas se encontrarán inevitablemente afectadas. La dificultad de conectarse a las regiones más dinámicas y avanzadas de Europa es sin duda otro factor determinante. Estos dos factores constituyen un freno a la competitividad en importantes zonas geográficas de la Unión Europea.

Estos desequilibrios deberán ser corregidos a fin de mejorar la competitividad de dichos territorios. Las vías de transporte y de comunicación transeuropeas, de energía, de tecnología de la información y de centros de investigación – desarrollo e innovación son aquellas que permitirán al conjunto de regiones de la Unión Europea avanzar de manera equilibrada y esperar así el cumplimiento de objetivos de competitividad mencionado en Lisboa.

> La Estrategia de Lisboa pretende estimular el desarrollo económico y la creación de puestos de trabajo, apostando por la innovación. Ahora bien, en las zonas de montaña de los Pirineos, la innovación depende en gran parte del dinamismo y de la atracción de pequeñas empresas (muy a menudo dedicadas al turismo o a la gestión de recursos naturales), cuyas características particulares no corresponden a los criterios de políticas derivadas de la Estrategia de Lisboa.

La cohesión territorial debe, por tanto, tener en cuenta la especificidad de la economía de montaña, el papel crucial de los servicios de interés general, de la cooperación público-privado y el rebasamiento de costes adicionales económicos y sociales en estos territorios con un handicap natural.

> Las conclusiones del informe ESPON demuestran que el impacto territorial de la Política Agrícola Común y de la política de desarrollo rural va en contra del objetivo europeo de cohesión. La revisión de la PAC debe favorecer el desarrollo de una producción sostenible y garantizar la calidad y la seguridad alimenticia, contribuyendo al reforzamiento del desarrollo rural de los Pirineos.

> La cohesión territorial puede apoyar las medidas destinadas a reducir el impacto del cambio climático que afectará seriamente y aún más directamente a algunas zonas geográficas concretas como las cordilleras montañosas y principalmente los Pirineos (estaciones de esquí, inundaciones, incendios forestales, desaparición de especies animales y vegetales, replanteamiento del papel jugado por los Pirineos en el aprovisionamiento de agua de numerosas regiones limítrofes).

> La cohesión debe ser confirmada y reforzada a escala territorial de las cordilleras montañosas en su conjunto a fin de tener en cuenta las especificidades de dichos territorios y responder así a las apuestas particulares a las cuales hacen frente principalmente en términos de potencial económico, de fragilidad medioambiental, de accesibilidad y de necesidad de mantenimiento de la agricultura y del pastoralismo.

1. Definición de la cohesión territorial

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos:

> recibe con satisfacción la iniciativa de hacer de la cohesión territorial una política formal de la Unión Europea. Esta iniciativa se apoya insistiendo en el hecho que el concepto de cohesión territorial implica:

- la definición de un espacio territorial coherente, asociando diferentes espacios de características geográficas, económicas, sociales y culturales comunes, y que constituyen un campo de acción pertinente para la acción pública, como los territorios reagrupados en el seno de la Comunidad de Trabajo de los Pirineos;
- la cooperación horizontal y vertical, principalmente la estimulación de la cooperación transfronteriza, elemento fundamental para avanzar en una Europa unida y una Europa de los ciudadanos en el seno de la cual las fronteras interiores no son un impedimento;
- el lugar que ocupan las regiones y los conjuntos coherentes de regiones en la definición de políticas europeas y sus impactos sobre los territorios;
- la solidaridad entre las regiones, mínima condición de calidad de vida de todos los territorios, independientemente del lugar de residencia;
- la explotación máxima de las características inherentes a cada territorio;
- un modelo de desarrollo basado en el policentrismo, lo que implica una red de ciudades cooperando entre ellas, evitando las concentraciones excesivas y reforzando las relaciones ciudad - campo.

> no obstante, remarca las contradicciones entre los diferentes retos que se presentan a las regiones y/o a los diferentes sectores económicos de actividad con el objetivo que la cohesión territorial no sea un concepto abstracto (contradicciones entre creación de puestos de trabajo en metrópolis competitivas e inversiones en zonas rurales; entre protección del medio ambiente y proyectos ferroviarios aplazados continuamente...)

> considera que la cohesión territorial es un objetivo que aspira a construir un territorio fluido y solidario y afecta no a un territorio ordenado de manera uniforme sino más bien a un territorio diversificado, que dispone de ordenamientos adaptados a sus particularidades y, por tanto, soportando variaciones de densidad y equipamiento. La construcción de redes de solidaridad y de cooperación permite cruzar las políticas con los actores territoriales.

> considera que la definición de la cohesión territorial debe de integrar el objetivo de un acceso equitativo, y siguiendo prestaciones comparables, para cada europeo, a los servicios de base en los sectores educativos, sanitarios y sociales, al desarrollo económico y al medio ambiente, independientemente de su lugar de nacimiento. Esto a fin que el factor territorial no impida alcanzar una calidad de vida equivalente en todas las partes del territorio europeo.

1. Amplitud y alcance de la acción territorial

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos:

> solicita a la Comisión estimular y facilitar la organización de estrategias territoriales a los niveles más apropiados para el desarrollo territorial sostenible. Estos niveles pueden ser múltiples: zonas metropolitanas, redes de ciudades regionales, zonas de montaña, regiones despobladas... Estas estrategias deben servir para analizar el impacto de las políticas actuales y para estimular las nuevas políticas europeas, regionales y locales.

> apoya las medidas políticas particulares que afectan a las zonas con características geográficas específicas, principalmente las zonas de montaña, y se asocia plenamente a la decisión de la Comisión

Europea, como continuación a la proposición de la Asociación Europea de Cargos Electos de Montaña, de publicar un Libro verde dedicado a las políticas llevadas a cabo en zonas de montaña.

> apoya los proyectos innovadores y transversales a través principalmente de los Programas de iniciativa comunitaria que fomenten localmente las iniciativas de experimentación de innovaciones que no encontraban necesariamente el apoyo de políticas nacionales o regionales. La Comunidad de Trabajo de los Pirineos lamenta principalmente que el programa Leader esté a partir de ahora integrado en los programas nacionales de desarrollo rural, limitando así las posibilidades para los territorios de proponer proyectos originales y transversales.

> anima la elaboración de programas de cooperación de geometría variable entre regiones europeas a fin de afrontar las apuestas específicas insistiendo en la necesidad de considerar los impactos territoriales del conjunto de políticas sectoriales de la Unión Europea.

> recuerda que la noción de concentración urbana excesiva aborda la problemática de desarrollo equilibrado del territorio. En efecto, en una lógica de desarrollo sostenible, la voluntad de conciliar el atractivo de territorios y biodiversidad y la necesidad de desarrollar los transportes en común y más generalmente los servicios y los equipamientos colectivos, van encaminados en el sentido de la concentración de las actividades humanas. No obstante, esta noción necesitaría ser profundizada para poder identificar mejor los diferentes niveles de objetivos planteados (umbral y escala de concentración, noción de desarrollo equilibrado del territorio...).

> defiende la evolución de los servicios públicos hacia servicios de interés general, adaptándolos a los territorios afectados. Es, por tanto, necesario identificar localmente las apuestas de estas evoluciones y favorecer los intercambios de experiencias.

3. Mejora de la cooperación

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos:

> considera que si los programas propuestos por la Unión Europea, la organización de políticas nacionales o regionales de cofinanciación de proyectos es a veces complejo. Para asegurar la eficacia de políticas europeas, conviene optimizar la ingeniería financiera del montaje de proyectos y, por tanto, incitar a los socios a adoptar un enfoque más transversal y territorial.

> considera que la cooperación transfronteriza puede aportar una valiosa experiencia en materia de gobernanza de la cooperación, y por este motivo, el Consorcio de la Comunidad de Trabajo de los Pirineos constituye una referencia europea única de gestión colegiada de un programa europeo. Esta experiencia demuestra que los reagrupamientos de regiones pueden ser responsables de la cooperación.

4. Mejora de la coordinación

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos:

> considera que el espíritu de las actividades públicas debe de evolucionar. Las políticas territoriales tratan diferentes temáticas y se diferencian de las políticas sectoriales por sus métodos (procesos contractuales, colegiados y ascendentes). Un trabajo sobre el reparto de estos métodos de trabajo entre los responsables de políticas sectoriales y territoriales y un análisis profundizado de la diversidad de actores territoriales afectados permitirían la mejora de las respuestas aportadas. Un mejor conocimiento de las particularidades de los territorios vecinos y un trabajo profundizado sobre la gobernanza reforzaría la coherencia de las políticas territoriales.

> insiste en el hecho de que la Comisión Europea y las Regiones deberán asumir un papel decisivo para promover la coordinación horizontal y vertical.

5. Nuevos socios territoriales

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos:

- > apoya la participación de nuevos actores territoriales a fin de facilitar la adaptación de políticas públicas principalmente a través de talleres ciudadanos.
- > considera necesario el fortalecimiento de socios entre las zonas rurales y, en particular, de montaña, y las aglomeraciones urbanas a fin de definir conjuntamente las estrategias de desarrollo territorial en una perspectiva de desarrollo sostenible.
- > considera que el Consorcio, como otras estructuras jurídicas como el Grupo Europeo de Cooperación Territorial, promovido por la Comisión europea, constituye una herramienta útil y un modo de gobernanza particularmente adecuado en el ámbito de la cooperación. En dicho sentido, la Unión europea debería fomentar y desarrollar la constitución de entidades jurídicas de este tipo y reconocer su contribución en materia de cohesión territorial a través de la concesión de ayudas financieras específicas a las estructuras de esta naturaleza que hayan sido desarrolladas con el objetivo de reforzar la cohesión territorial en un espacio geográfico pertinente.

6. Mejora de la comprensión territorial

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos:

- > solicita a la Comisión Europea la definición de los indicadores pertinentes y adaptados a las problemáticas socioeconómicas específicas de zonas de montaña.
- > desea disponer de indicadores complementarios a los propios PIB y tasas de paro.
- > propone la organización de indicadores cualificados que midan la calidad de vida de un territorio a partir del nivel de vínculo social, de acceso a los servicios públicos (sanidad, educación, transportes, comunicación...), de la participación o no a la actividad pública, del tiempo de desplazamiento, del grado de innovación del territorio...., indispensables para una mejor comprensión territorial.
- > recuerda que en relación a los indicadores que permiten identificar una insuficiente cohesión territorial, existen características geográficas que la acentúan: los territorios de montaña, las zonas fronterizas y las escasas densidades de población. Las zonas de montaña pueden ser medidas siguiendo criterios de altitud y de desnivel; las fronteras, por su localización; el despoblamiento y el reparto por los indicadores medidos en unidad de superficie de forma complementaria de los indicadores dados por lo que respecta al número de habitantes (PIB/km², distribución de la población en función de la densidad demográfica, estructura por franja de edad de la población...)
- > propone disponer de nuevos indicadores que valoricen la aportación de cada territorio al patrimonio europeo de zonas protegidas, teniendo en cuenta las distintas calificaciones. En dicho sentido, la superficie protegida por habitante sería un posible indicador estadístico.
- > indica que para identificar los desequilibrios territoriales, es necesario llevar el análisis estadístico al nivel de los NUT-3, en la medida que los NUTS-2 disfrazan los desequilibrios interregionales.
- > sugiere que la Comisión Europea institucionalice la ejecución de estudios de impacto territorial de sus políticas sectoriales a fin de favorecer la adaptación de políticas en curso de elaboración a la realidad territorial (índices de la distribución de fondos, dificultades de aplicación, informe entre políticas nacionales y locales...).

Conclusión

La Comunidad de Trabajo de los Pirineos:

- > solicita a la Comisión Europea que el concepto de cohesión territorial sea entendido en un sentido amplio, respetando la diversidad de los distintos territorios, con el objetivo de ofrecer a los ciudadanos una igualdad de acceso a los servicios y de posibilidades de desarrollo económico.
- > apoya la petición del Comité de Regiones de producir, después del período de consulta, un Libro Blanco que indique la noción y objetivos de cohesión territorial a escala de la Unión Europea.
- > es favorable a la idea de continuar después de 2013, con una política regional y de cohesión que necesite un marco financiero ambicioso para el período 2014-2020.
- > sugiere reforzar la cohesión territorial, movilizand o los organismos de cooperación transfronteriza (reagrupando un conjunto de NUTS II de un mismo espacio geográfico), como las Euroregiones y las Comunidades de Trabajo, atribuyéndoles la gestión de programas europeos).
- > se posiciona por la elaboración de un programa interregional para la Cordillera de los Pirineos que reúna las dos vertientes, francesa y española, en un único y mismo programa.
- > solicita finalmente que los medios financieros necesarios para la aplicación de esta política de cohesión territorial sean tenidos en cuenta en el seno del presupuesto comunitario de forma que garantice su eficacia principalmente ante las poblaciones de la Cordillera de los Pirineos.

Montpellier, 3 JUN 2009

Georges FRÊCHE
Presidente de la
Comunidad de Trabajo de los Pirineos

